

Arguments pour la lutte sociale n° 63 du 24 décembre 2016

Éditorial du numéro 63 du 24 décembre 2016

La fin de l'année 2016 arrive. A présent, la conscience d'une situation globale catastrophique est devenue chose banale. Dégazage du méthane, crise économique non réglée, bruits de guerre insistants. L'écrasement d'Alep Est, dernier acte d'un long siège et de bombardements systématiques visant les civils, matérialise la sainte alliance contre-révolutionnaire Trump-Poutine, alors que bien des courants politiques et des militants continuent à fonctionner sur les leçons apprises dans les années 1990-2003 voire bien avant encore.

Telle est la première leçon politique de cette fin d'année, élément important des toutes prochaines batailles et des toutes prochaines lignes de clivage et de recomposition : la lutte des classes est mondiale ; les clivages sur les questions internationales sont déterminants. L'engagement actif d'un J.L. Mélenchon contre le peuple syrien, en solidarité avec Poutine (il ne dit pas Poutine, il dit « les Russes » ...), dresse une ligne de clivage politique et social, car c'est un engagement actif au compte du capital et de son État, ici et maintenant, en France.

L'assassinat de l'ambassadeur russe en Turquie n'est pas le fait du peuple expulsé et bombardé d'Alep Est mais l'expression des convulsions internes à la police et à l'État turcs. Erdogan a réagi en renforçant sa coopération avec l'impérialisme russe, pour adopter le lendemain, dans une conférence tenue à Moscou, une déclaration sommant les zones libérées d'accepter un « cessez-le-feu » comme à Alep donnant les bases d'une négociation maintenant en place Bachar el Assad et son État.

Au même moment, dans ces zones insurgées, où des dizaines de milliers d'habitants se sont réfugiés depuis l'écrasement d'Alep Est, aucun ne voulant aller dans les zones tenues par Bachar ou par les milices liées à l'Iran, se sont multipliées les manifestations, qui ne disent pas seulement leur solidarité avec Alep, mais qui exigent l'union des groupes opposants en une « nouvelle armée » : c'est de poudre et de balles dont a besoin le peuple syrien, depuis le début.

L'assassinat, non par un « camion fou » (expression déjà entendue en France en juillet dernier ...), mais par Daesh, de 12 personnes sur un marché de Noël à Berlin n'est pas le fait des « réfugiés » ni du peuple syrien, mais de l'autre ennemi mortel de celui-ci avec Bachar : Daesh.

L'attaque d'une mosquée à Zurich le même jour n'est pas le fait des populations « islamophobes » d'Europe occidentale, mais d'un groupe raciste organisé.

Tous cherchent la guerre entre les peuples. La voie de la paix ne sera pas pacifique, elle sera la guerre des peuples, **contre eux tous**.

Et pendant ce temps, Mme Lagarde jugée coupable n'est pas condamnée par la soi-disant « Haute cour » pendant que les pauvres sont traités comme au XIX^e siècle : prison ferme pour un jeune homme affamé ayant volé un fromage ! Cette réalité sociale annonce le monde que patronat et État veulent pour nous, pour presque toutes et presque tous.

La fermeture progressive des perspectives politiques dans le cadre de la présidentielle en France - orientation pro-impérialiste affirmée de J.L. Mélenchon, mesure de fermeture évitant que le cadre des « primaires » du PS n'échappe au contrôle de leurs organisateurs, que symbolise l'éviction de G. Filoche - **va avoir un effet : l'irruption de la lutte des classes, avant et pendant les présidentielles.**

Il faudra donc plus que jamais, en 2017, mettre l'accent sur un objectif : l'organisation, celle des exploités et des opprimés par eux-mêmes, pour la lutte, avec comme arme la conscience. **Le message du congrès du syndicat sud-africain de la métallurgie NUMSA**, tenu les 10-12 décembre en présence de plus de 1000 délégués représentant 380.000 syndiqués en forte augmentation, **vaut pour le monde entier** : rupture avec les forces attachées au maintien de l'ordre social et néocolonial - en l'occurrence l'ANC au pouvoir - et appel à « *construire une nouvelle confédération des travailleurs, indépendante et démocratique, et pour cela à développer une politique de front unique ainsi que la construction d'un parti socialiste révolutionnaire.* »

A ce premier message optimiste pour conclure l'année 2016, nous joignons un hommage à un Working classe hero : Larry Colburn, décédé cette semaine, avait, jeune soldat US de 18 ans plongé dans la guerre du Vietnam en 1968, arrêté le massacre de My Lai - déjà des centaines de victimes - en braquant sa propre mitrailleuse contre l'infâme crapule, dénommée Lieutenant W. Calley, qui dirigeait une bande de soudards violeurs et meurtriers.

Aux Larry Colburn, aux jeunes qui se battent ces dernières nuits dans les rues de Kinshasa pour la démocratie, nous dédions ces lignes : le seul avenir possible vous appartient.

24-12-2016

Primaires du PS : le dernier 49-3 de Valls !

Ce samedi 17 décembre, la « haute autorité des primaires de la BAP » (sic) a accrédité 7 candidatures pour celles-ci, excluant Gérard Filoche qui disposait, par rapport aux exigences formulées par elle pour les seuls membres du PS, du nombre suffisant de signatures de membres du Conseil national, d'un nombre insuffisant de signatures de conseillers régionaux et départementaux (les signatures de maires étaient exclues !), et de plus de 13.000 signatures de militants jugées comme en comptant pour rien, dont bien 6000 provenant de ce qui reste du PS dont le nombre d'adhérents réels ne doit plus dépasser les 35.000. Il faut comprendre cet événement au delà de tout aspect anecdotique ou particulariste propre aux petites sphères militantes.

Il s'agit du 49-3, celui-là même que Manuel Valls a prétendu, deux jours auparavant, vouloir abroger : le dernier 49-3 de la série visant à faire appliquer la loi de casse du code du travail. Le *Canard Enchaîné* du mercredi précédent avait, tout en ne voulant pas en comprendre la signification, vendu la mèche en divulguant les propos tenus autour de M. Cambadélis : Filoche candidat, pensent-ils, c'était un million de voix contre eux, au bas mot.

Ceci ne fait aucun doute : une règle du jeu un tantinet démocratique, dans laquelle Gérard Filoche puisse débattre avec M. Valls, ouvrirait les vannes de l'intervention du monde du travail et de la jeunesse pour défaire l'ancien premier ministre.

G. Filoche a déposé un double recours, menant jusqu'au bout cette bataille, tout en ayant fait constater par voie d'avocat que la « BAP » n'a aucune existence légale, que les règlements édictés par elle n'ont aucun fondement statutaire où que ce soit.

Son exclusion de ces primaires fait donc en sorte que **tous les candidats présents**, Valls mais aussi ses adversaires PS, se revendiquant de l'action des gouvernements nommés par F. Hollande comme V. Peillon, ou la critiquant en partie comme A. Montebourg et B. Hamon, tous anciens ministres, ainsi que les trois candidats des groupuscules centristes associés, **sont tous des partisans de l'actuel exécutif Hollande-Cazeneuve**, comme l'a indiqué le vote de la confiance à son gouvernement par les parlementaires proches d'eux. Filoche aurait été le seul candidat anti-gouvernemental : cela ne devait pas être.

L'épreuve de force sur cette question et son probable dénouement tranche le caractère de ces primaires. Leur existence même avait contribué à la renonciation du président en exercice de la V^e République. Pour ses organisateurs prêts à la saboter si nécessaire, la brèche ouverte doit être refermée. Cela n'empêchera pas les contradictions de se manifester, mais non pas comme un affrontement entre le monde

du travail faisant irruption et les partisans de l'exécutif, mais comme dans un champ clos reflétant et aggravant la crise du régime.

A ce stade de la campagne des présidentielles, l'absence de représentation politique propre du monde du travail se confirme. De larges secteurs voudraient que telle soit la candidature de J.L. Mélenchon qui affirme, chaque jour un peu plus, une orientation tout à fait différente : de fait en faveur de l'écrasement d'Alep Est, tout en imposant une structure bonapartiste autoritaire à toute l'organisation de sa campagne, en opposition totale avec les discours sur une autre République, de sorte que les larges couches militantes qui s'étaient mobilisées pour lui en 2012 sont de plus en plus sur la réserve ou dans l'expectative.

Beaucoup pensent voter Mélenchon, pas mal d'autres pour le candidat issu de cette primaire qui n'est même pas vraiment celle du PS si ce n'est pas Valls, beaucoup aussi pensent ne pas voter, quelques uns voter Arthaud ou Poutou. L'orientation et les méthodes de la « France insoumise » d'une part, le verrouillage de la primaire d'autre part, concourent à ce résultat. Tous se disent qu'il va falloir prendre nos affaires en main.

13.000 travailleurs, militants de toutes tendances, syndicalistes, ont signé pour imposer la candidature de Gérard Filoche. Ce regroupement militant exprime une tendance profonde de la situation. **Puisqu'on nous ferme toute issue dans la présidentielle, la lutte sociale directe, sans aucune trêve présidentielle, s'impose d'autant plus.** Elle veut engager tout de suite l'affrontement social inévitable, contre le patronat et l'exécutif actuellement en place. Ni la loi El Khomri, ni la réforme du collège, n'ont de légitimité. L'irruption directe de la lutte des classes avant et dans les présidentielles, donc en rupture de fait avec ce régime, voilà ce pour quoi il faut s'organiser maintenant.

Le 17-12-2016

Pour nous lire régulièrement, suivez notre site
<https://aplutsoc.wordpress.com/>

Notes internationales du 16 décembre 2016

Alep.

L'écrasement d'Alep Est soulève une vague de répulsion d'autant plus forte que les possibilités de manifester et de soutenir les victimes sont très limitées, car nous ne sommes plus à l'époque où syndicats et partis de gauche étaient dans la rue contre les dictateurs.

Il faut donc distinguer l'indignation officielle, qui arrive en différé et couvre une profonde hypocrisie, de l'indignation de ceux d'en bas, qui est recherche d'une issue et prise de conscience d'une faillite politique, puisque en fait, comme tout le monde le dit, « personne ne fait rien ».

L'indignation de ceux d'en bas, au delà de la conscience plus ou moins claire que les gens en ont, a un fondement essentiel. Ce fondement, c'est la perception que ce qui est écrasé à Alep Est, ce ne sont pas des forces militaires, ni des islamistes, mais un peuple, et un peuple insurgé. Cela va bien au delà d'Alep : il s'agit des « révoltes arabes » et non seulement arabes, mais des manifestations, insurrections pour la démocratie, la souveraineté, la liberté, contre la corruption et la *hogra*, sur les cinq continents. C'est cela qui est visé à Alep.

Et c'est donc cela qui constitue la réponse à la campagne ouverte ou insinuante des adversaires des révoltes, expliquant que « c'est la guerre mon bon monsieur », « à Alep il y a des terroristes islamistes », « aucun camp en présence ne représente le bien », et autres combinaisons de truismes et de mensonges - dont l'expert n°1 en France est J.L. Mélenchon, qui vient de se surpasser dans le registre de l'appel à la guerre contre la population déguisé en appel à la paix, considérant que tels sont les intérêts bien compris de l'impérialisme français, sur une orientation totalement identique à celle de François Fillon.

Rappelons que l'insurrection populaire dans toute la Syrie, **zone alaouite comprise**, aurait triomphé en 2011 si elle avait eu les armes, que les islamistes d'al-Nosra se sont greffés sur elle à partir de 2012 mais n'en ont jamais eu le contrôle, qu'en 2013 États-Unis et France ont fait mine de vouloir intervenir mais ont choisi de maintenir Bachar el Assad, que Daesh a alors pris à revers l'insurrection, et a été chassé d'Alep fin 2014 par les combattants que Poutine punit, que Bachar el Assad aurait été chassé en 2014 sans l'intervention massive de l'Iran et du Hezbollah, qu'il aurait à nouveau été chassé fin 2015 sans l'intervention massive des bombardements russes, que début 2016 le seul cessez-le-feu conséquent, pendant quelques semaines, voyant cesser les bombardements, a vu reprendre dans toutes les zones libérées des manifestations massives avec les slogans démocratiques de 2011, manifestations se tournant souvent contre les islamistes qui n'ont pu imposer la charia que dans quelques localités rurales très limitées, et que la résistance d'Alep Est, devenu le symbole de la ville à écraser pour tous les partisans de l'ordre contre les peuples, a tenu pendant des mois contre des forces matériellement très supérieures, ce qui ne peut s'expliquer que par un soutien populaire actif.

L'écrasement d'Alep vise tous les peuples et en Ukraine, les gens pensent que cette répétition en pire de Grozny pourrait viser un jour des villes ukrainiennes. Les forces qui entrent dans Alep Est sont, d'une part, l'armée totalement décomposée d'un État failli que sont les bandes

prétoriennes et prédatrices d'El Assad, une phalange néocoloniale qui représente de façon chimiquement pure l'exact contraire d'une armée nationale, d'autre part, et en fait principalement, les milices islamistes chiites (Hezbollah, Iraniens, Irakiens, Afghans), qui sont en vérité la première force islamiste à Alep Est, sans oublier les mercenaires tchétchènes collabos de Kadyrov, sunnites eux. Il ne s'agit plus tant de bombardements que de traque, avec le couteau et le viol comme armes de masse.

Il est temps de ridiculiser et de déshonorer quiconque vient encore nous faire le numéro sur le thème « les Américains, eux, couvrent les crimes commis à Mossoul ou à Sanaa ». Il est en réalité évident que l'écrasement d'Alep et le siège de Mossoul, qui n'est pas une ville insurgée mais une ville saisie par les forces islamofascistes de Daesh, ainsi que les crimes saoudiens au Yémen, se confortent les uns par les autres et forment un ensemble.

Évident surtout ceci : **l'écrasement d'Alep s'opère avec le feu vert donné par Trump à Poutine**. Ceux qui prétendent encore « combattre l'impérialisme américain » sont en réalité sur la ligne de son président !

En outre, Daesh a repris Palmyre et récupéré une trentaine de chars russes. Comme par hasard, Daesh bénéficie directement de l'écrasement du peuple syrien.

Alors que faire ? Malheureusement nous ne pouvons maintenant sauver Alep, mais chercher la vérité et la dire et faire ce cette question, désormais, un discriminant politique fondamental dans la construction d'une représentation politique des exploités et des opprimés, d'un parti du monde du travail et de la jeunesse, est et sera une action décisive, nécessaire et constructive.

Trump.

La crise au sommet de l'État nord-américain a provoqué l'élection de Trump, qui ne se serait probablement pas produite sans le coup de pied de l'âne des derniers jours flanqué à Mme Clinton par le FBI. Et depuis cette élection, la crise ne s'atténue pas, mais s'aggrave.

Paradoxalement, la bourse, inquiète une matinée, se porte fort bien, mais que l'on ne soit pas dupe : il ne s'agit même plus d'anticipations de bénéfices à proprement parler, mais d'engranger le plus possible avant le déluge. La Fed (banque fédérale) a très prudemment relevé légèrement ses taux ce 15 décembre, de 0,5 à 0,75%, mais sans rien dire de la suite alors que ces relèvements devaient, pensait-on, continuer. Janet Yellen, sa présidente, a battu les records sibyllins de phrases sibyllines de banquiers centraux : « *Je m'attends à ce que les changements dans notre compréhension de ce qui va se passer va [sic] aussi affecter le prix des actions à l'avenir.* »

Trump s'est entouré de tout ce qu'il fallait comme milliardaires, capitalistes et financiers de haut vol et de basses œuvres. Rarement président non encore investi aura fait preuve d'autant d'activisme, à la mesure du rétrécissement du président sortant. Cet activisme porte sur la politique internationale et, s'il est souvent provocateur dans la forme, il ne traduit pas une

orientation brouillonne et mystérieuse ainsi qu'on le lit souvent, **mais un choix géopolitique assez clair** : contre la Chine, avec la Russie.

Contre la Chine : Trump a déjà reconnu de fait Taïwan en tant qu'État, menacé de dures négociations commerciales, et tendu la main au président cow-boy philippin Dutertre qui jouait à se tourner vers la Chine. En même temps, il a coulé le traité de libre-échange Asie-Pacifique qui excluait la Chine, acte qui ne va pas contre les réels intérêts commerciaux chinois, mais qui aplani en quelque sorte le terrain pour une série de négociations tous azimuts en forme de bras de fer.

Avec la Russie : nul ne peut croire que le massacre d'Alep n'a pas la bénédiction de Trump. On peut d'ailleurs penser que le vote Contre de la Chine envers la énième résolution par avance impuissante déposée par la France au Conseil de Sécurité de l'ONU, alors qu'elle s'était abstenue en septembre, vise à donner un message à la Russie contre cette offensive de charme. La nomination de Rex Tillerson, PDG d'ExxonMobil, un poutino-pétrolier, ou un pétrolo-poutinien, au Département d'État, est un acte spectaculaire.

Cette orientation qui se dessine - bras de fer avec la Chine, sainte Alliance avec la Russie en Europe et au Proche et Moyen Orient - ne doit pas être tenue pour une improvisation. Elle met au contraire en musique de façon plus décidée ce que B. Obama et sa secrétaire d'État H. Clinton avaient théorisé : un recentrage sur l'axe Asie-Pacifique et un décentrage par rapport au Proche et Moyen Orient et à l'Europe. Cette orientation avait été dessinée avant les crises ukrainienne et syrienne, et ni Obama ni Clinton n'avait tranché sur les formes qu'elle pouvait alors prendre. Trump apporte une réponse.

Cette réponse impérialiste entérine la Bérézina nord-américaine au Proche-Orient et en Asie centrale, qui remonte aux années Bush. En érigeant l'État poutinien en gardien de l'ordre mondial dans le vieux continent, elle pose cependant de sérieux problèmes à de larges secteurs de l'appareil d'État US. Le principal de ces problèmes, sur lequel il faudra revenir dans un autre article, est le suivant : l'impérialisme russe, qui repose sur l'énergie et la force armée, a-t-il les reins assez solides pour assumer ce rôle ? A cette question, disons d'emblée, sous réserve d'y revenir plus tard, que la réponse est non. Il n'est capable que de faire du Bush en plus sale. Donc pour toutes ces raisons, la lutte intestine dans les sommets US fait rage, plus que jamais. C'est à cette aune que l'on peut interpréter l'attaque de la CIA contre Trump. Le FBI avait dévissé Clinton, la CIA dévisse Trump pas encore investi !

Inutile ici de rentrer dans le détail de l'accusation. Elle est très simple : les services secrets russes ont activement aidé Trump en suscitant des « révélations » contre Clinton, entre autres choses. Ceci ne fait strictement aucun doute. Il serait erroné d'en conclure que Poutine a installé ses marionnettes au pouvoir à Washington, auquel cas l'appareil d'État US s'en débarrasserait promptement. Les choses sont en fait plus graves pour lui : ce sont ses contradictions internes, ses conflits, ses grenouillages, causés par l'incapacité du premier impérialisme mondial à faire le « gendarme mondial » et à assumer les conséquences du désordre et de la dévastation qu'il a semés, qui ont ouvert dans cet appareil d'État, à des échelles aussi énormes et grossières, par exemple, qu'entre FBI et CIA, des brèches largement pénétrables et pénétrées par toutes sortes d'intérêts plus ou moins rivaux, dont les services

russes, lesquels auraient tout de même, excusez du peu, hacké aussi bien les ordinateurs du comité national républicain que du comité national démocrate et distillé ce qu'ils voulaient, à leur gré, des informations, poil à gratter et bombes à retardement ainsi collectés !

Trump cumule cette affaire aussi menaçante pour lui que l'était celle des emails pour sa rivale, au fait qu'il a perdu au « suffrage populaire », que des doutes ont suscité des recomptages dans certains États, et qu'il a déclaré avoir l'intention de rester à la tête de son empire financier et immobilier une fois président, déléguant simplement sa gestion ... à deux de ses fils. Les éléments constitutionnels (nombre de voix, immixtion d'une puissance étrangère, conflit d'intérêt) sont là et bel et bien là pour justifier le choix de grands électeurs, lundi prochain 19 décembre, de ne pas l'investir. Assurément, ceci ouvrirait la plus grave crise structurelle de la nation et de la constitution nord-américaine depuis la guerre de Sécession. Les grands électeurs républicains tenus par les grands intérêts étatiques et financiers entre les mains desquels se trouve ce choix, s'ils raisonnent dans la durée, pourront donc se demander s'il convient de provoquer cette crise tout de suite, ou d'attendre sa venue dans les prochaines années ...

Trump, quant à lui, réagit à cette menace en accélérant sa prise de pouvoir de facto. S'il a déjà orienté la diplomatie du pays, ce n'est pas par tempérament brouillon ou bouillonnant, ni par ce « sens des affaires » que lui prêtent les politologues avertis, les mêmes qui prennent Poutine pour un joueur de go, mais pour verrouiller les choses et créer une situation de non retour interdisant un tel coup d'État constitutionnel. Le simple fait qu'il en soit question fait prendre la mesure de la crise.

En somme : pour asseoir son pouvoir, Trump a donné carte blanche à Poutine pour lâcher les fauves sur Alep Est. L'impérialisme nord-américain avait les moyens militaires de s'opposer à une telle opération, et à plusieurs reprises, ces derniers mois, le Pentagone avait pris ou laissé prendre des initiatives allant à l'encontre du laisser-faire accordé à la Russie, notamment la violation du cessez-le-feu de septembre dernier, à Deir-ez-Zor. Cette fois-ci Poutine, et non seulement Poutine, mais l'Iran, ont eu plein feu vert. Le rapport de force au Proche Orient entre puissances impérialistes s'en trouve modifié, au détriment des États-Unis, mais avec leur consentement. Un président alternatif à Trump n'auraient sans doute pas les moyens de revenir sur ce fait accompli, et devrait inscrire sa stratégie dans celle du centrage sur l'axe Asie-Pacifique tel que Trump vient de le redéfinir. Il y a là un puissant argument à l'adresse du grand électeur républicain anti-Trump, pour qu'il n'allume pas la mèche lundi prochain.

Nous verrons ce qu'il en est, mais dans l'équation globale, il y a aussi le peuple américain et les luttes des exploités et opprimés, qui sont montantes et qui pensent à affronter Trump. A cet égard, très important est ce qui vient de se passer au Dakota : l'armée s'apprêtait à écraser les Sioux, et de tout le pays des milliers de vétérans sont venus pour se battre, aux côtés des Indiens. C'est tout sauf anecdotique : cela veut dire que des couches de la société américaine sont prêtes à se battre pour défendre le droit, le droit des Indiens, le droit de tous à un air respirable, à une eau potable, et qu'il faut être avec elles comme il faut être avec le peuple d'Alep Est !

A propos des primaires du PS

Dans les jours qui ont suivi la renonciation de candidature du président Hollande, les grandes manœuvres ont commencé pour cadrer et cadenasser cette « primaire de la BAP » qui, par son existence même, peut devenir un terrain pour battre ce gouvernement et ce président, voie utile pour affronter et battre patronat, droite et extrême-droite.

On a donc vu le lancement à grand spectacle médiatique de la candidature Valls présentée de façon ridicule et inaudible comme une candidature « de rassemblement », associé à des manœuvres et propos de chef de bande de J.C. Cambadélis pour qui la primaire n'est pas un « open bar ».

Rien de plus opaque que les règles de cette primaire, codifiées par un mystérieux comité d'organisation managé par le dit Cambadélis, censé représenter la fictive « Belle Alliance Populaire ». Si vous êtes présenté par un groupuscule agréé par la dite BAP, vous n'avez aucune carte blanche à présenter. Si vous êtes membre du PS, il vous faut des dizaines de signatures d'élus, maires exclus, et les signatures d'adhérents socialistes, à plus forte raison de militants syndicaux et sociaux, ne comptent pour rien.

Cela ne doit donc pas être « open bar ». Pourquoi ? Parce qu'il y a un risque – un risque pour le capital, un risque pour Valls, un risque pour le gouvernement : que des secteurs du monde du travail et de la jeunesse viennent pour battre Valls. Ce risque est accru par le fait que l'existence même de ces « primaires » a verrouillé la candidature de Hollande qui, s'il s'était présenté, ne pouvait que les contourner – et se crasher en beauté.

Ce risque n'en est pas un pour le monde du travail, au contraire : il a tout intérêt à intervenir, ce n'est pas faire le jeu de Valls bien au contraire, ni le jeu du gouvernement mais c'est continuer à le combattre comme dans les manifestations contre la loi El Khomri.

Parallèlement à l'opération visant à verrouiller et rendre imbuables ou inaccessibles les dites primaires qui sont subitement devenues dangereuses pour le pouvoir, se déroule l'opération Macron : si la candidature Valls échoue aux primaires, un candidat est lancé représentant la même politique (sauf une nuance sur la laïcité : Valls est plutôt bonapartiste-concordataire, Macron plutôt bonapartiste-démocrate-chrétien). Macron a donné l'axe de sa politique : une soi-disant hausse des salaires qui serait en réalité une baisse des salaires, par la liquidation des cotisations sociales et donc de la Sécurité sociale. Sous l'enrobé du sourire dynamique, c'est une violence sociale à la Fillon.

Pour la forme, Cambadélis lui demande de venir dans les primaires, alors qu'il cherche à exclure Filoche et les candidats de petits partis jusque là non membre de la « BAP », et alors même que des dizaines de barons régionaux PS marchent avec Macron, en tête M. Collomb, qui se rendait récemment au Vatican avec son ami L. Wauquiez. D'un côté, Cambadélis refuse de fait de recevoir G. Filoche et de lui communiquer le listing des « parrains », de l'autre, il laisse M. Collomb grenouiller avec Macron, Wauquiez ... et le pape !

Il s'est aussi adressé à J.L. Mélenchon, sûr que le jeu de rôle serait respecté et que celui-ci repousserait la proposition.

Réfléchissons pourtant un instant : si J.L. Mélenchon appelait tous ses partisans, et au delà tous les travailleurs mécontents de la politique de Hollande et de Valls, à prendre d'assaut ces primaires pour le mettre, lui, en tête, afin de rendre possible une victoire jusque là inespérée contre la droite et l'extrême-droite aux présidentielles ? Dans l'intérêt électoral non pas politicien, mais pour gagner, et sous l'angle de la popularité, ne serait-ce pas une excellente « carte à jouer » ?

On peut au passage balayer d'un revers de main l'argument, pourtant avancé aujourd'hui par J.L. Mélenchon, selon lequel qui va à ces primaires s'engage à soutenir leur vainqueur. Aucune loi n'y constraint. Et il serait vainqueur s'il faisait cela – ou alors, J.C. Cambadélis ne voudrait soudain plus l'inviter, et il serait quand même, du coup, politiquement vainqueur.

Alors pourquoi ne le fait-il pas ?

Que des militants à l'esprit simplificateur disent « c'est le PS et il est désormais interdit de faire quoi que ce soit avec le PS pour les siècles des siècles », c'est une chose, mais si J.L. Mélenchon a pour but, comme il le dit, de prendre le pouvoir pour le rendre au peuple, pourquoi ne fait-il pas cela ? Et pourquoi, en lieu et place, participe-t-il au verrouillage qui vise à empêcher travailleurs et jeunes d'ouvrir une brèche ?

Alors, certes, ces primaires ne sont pas affriolantes, parce que leurs organisateurs ont intérêt à ce qu'elles ne le soient pas.

Dans cette situation, la question du droit à la candidature de Gérard Filoche est un marqueur politique, un signe décisif. Les militants trop confinés dans leurs microcosmes doivent réaliser qu'à l'échelle de centaines de milliers de travailleurs et de syndicalistes, G. Filoche est « LE socialiste qui est contre les patrons » et contre les lois du gouvernement en faveur des patrons, El Khomri en tête, quelles que soient les critiques qu'on peut lui faire.

Sa candidature dans ces primaires est totalement légitime et l'est plus que plusieurs des candidatures existantes- il a d'ailleurs des milliers de signatures d'adhérents du PS et plus de 10.000 de militants syndicalistes et autres. S'il y est, ce ne sera pas une faveur de la direction du PS mais une victoire contre la politique pro-patronale, une victoire qui en appellerait d'autres, car il s'agit de lutte de classe.

VP, le 11-12-2016

Lutte des classes en France et candidature « JLM ».

Un débat nécessaire.

Les deux dernières parties de nos notes politiques diffusées la semaine dernière, *La question Mélenchon* et *La vraie bataille politique sur les présidentielles*, ont suscité, et c'est bien normal, des réactions de camarades, en France et à l'étranger, s'étonnant

d'une telle position alors qu'il semble que la seule possibilité de faire avancer les choses dans les prochaines élections présidentielles françaises soit le vote Mélenchon, généralement considéré, à l'instar de ce qu'il était effectivement en 2012, comme un vote qui, à la fois, porte une critique et un refus envers la gauche dite « de gouvernement », laquelle a fait pire que jamais sous Hollande, et porte la perspective d'un changement de régime et d'une ouverture des possibles en France, et par conséquent au delà même de la France.

Assurément, nous allons avoir des discussions sur ce sujet, ce qui est tout à fait légitime et souhaitable. Nous devons préciser, car ceci n'est pas toujours compris, que notre position n'exclut absolument pas le vote Mélenchon. Elle tient en deux points, l'un concernant la situation, l'autre concernant la nature de sa candidature aujourd'hui.

Lutte de classe et présidentielles.

Sur le premier point, la situation politique présente reste beaucoup plus ouverte qu'on ne le croit souvent, comme l'indiquent les événements majeurs qui ont bousculé la campagne présidentielle telle qu'elle était prévue par les commentateurs et les principales forces politiques, y compris J.L. Mélenchon lui-même. **Ces événements sont maintenant au nombre de trois.**

Il faut en effet y compter d'abord la poussée de grèves et de manifestations contre la loi El Khomri, même si celle-ci remonte à mars 2016, car la déclaration de candidature de J.L. Mélenchon lui est antérieure et ne la prévoyait pas, se présentant comme la seule issue restante alors que, pendant des semaines, de larges couches du prolétariat et de la jeunesse ont cherché une issue dans la lutte de classe directe. Ils n'ont certes pas imposé cette issue, pour des raisons politiques (au nombre desquelles le refus des directions syndicales d'aller jusqu'à renverser le gouvernement Hollande-Valls et le soutien de J.L. Mélenchon à ces directions), mais la défaite revendicative majeure se combine à une expérience politique riche dont toutes les suites sont loin encore de s'être développées.

Les deux autres événements sont récents. Il s'agit d'abord de la façon efficace dont la primaire de la droite a permis au principal parti du capital et du régime de la V^e République qu'est LR de se recomposer autour d'un candidat qui n'était peu de temps auparavant que le troisième, voire le quatrième homme de cette primaire, François Fillon. C'est en quelque sorte une riposte des forces de classe du capital au mouvement qui a tenu la rue tout le printemps, permise par la « fermeté » du gouvernement Hollande-Valls. Cette concentration de forces s'est finalement, et tardivement, portée sur F. Fillon parce que la politique étrangère dont il est porteur, combinant maintien de l'UE et de ses diktats budgétaires, et affirmation d'une sainte alliance avec Poutine immédiatement dirigée contre les peuples syrien et ukrainien, correspond mieux aux

intérêts du capital français dans la situation internationale de crise géopolitique globale ouverte depuis le Brexit et l'élection de Trump aux États-Unis. Enfin, l'Église catholique, en tout cas ses forces politiques principales, et avec elles les réseaux de la « Manif pour tous », ont verrouillé sa victoire.

Quelques jours plus tard, la démission - pardon, la renonciation ! - de François Hollande à se représenter, résulte des deux événements précédents : les luttes sociales massives ont fini de le délégitimer complètement, et le déroulement de la primaire de la droite, non conforme au scenario initial qui devait déboucher, de son point de vue, sur l'investiture de Sarkozy, ou à défaut de Juppé. Le biais précis par lequel sa candidature a été liquidée fut la primaire de la « Belle Alliance Populaire » qui, dans la pratique, n'est que la primaire du PS (malgré la volonté de liquidation de celui-ci exprimée dans cette appellation fumeuse), car le président candidat ne pouvait pas s'y plier, mais se dirigeait alors vers un score probablement inférieur à 5%, ce qui devenait en soi un facteur d'affaiblissement supplémentaire grave pour la fonction présidentielle dans le régime de la V^e République.

Nous avons donc eu trois événements majeurs qui n'ont pas été conformes au schéma initial qui, pour les forces dominantes, J.L. Mélenchon inclus (rappelons qu'il appelait de ses vœux la candidature du président ...), devait tout naturellement se dérouler. Le réalisme consiste en l'occurrence plutôt à penser que de telles surprises vont continuer, plutôt que de vouloir croire qu'elles vont s'arrêter de façon à laisser ouverte la voie supposée royale à un score élevé pour J.L. Mélenchon.

JLM2017 n'est pas Mélenchon 2012.

Si, second point, nous considérons maintenant la nature de sa candidature aujourd'hui, il faut à notre avis la distinguer des aspirations de la masse de ses partisans, et du capital politique dont il disposait, légitimement, au départ.

Ce capital vient de 2012, à savoir un score de 11% et un rôle clef dans la défaite de Sarkozy au second tour, score résultant, malgré diverses contradictions, d'une campagne remobilisant les couches sociales présentes dans les grandes vagues de grèves et de manifestations des années précédentes (1995, 2003, 2006, 2010) dans une dynamique unitaire, qui touchait d'ailleurs beaucoup d'électeurs de Hollande eux-mêmes présents aux meetings et rassemblements.

Ce capital politique se retrouve, à peu près dans les mêmes proportions, lorsque J.L. Mélenchon entre en campagne en 2016, cela malgré l'évolution de ses propres positions sur bien des points dans l'intervalle, que nous avons résumée dans l'article de la semaine dernière, et malgré, également, la résistance de l'appareil du PCF pour ses raisons

propres. S'il a été malgré tout préservé, c'est évidemment parce que la politique du gouvernement Hollande-Valls justifie son existence.

Cette existence n'est certes pas négligeable et pourrait constituer le point de départ d'une bataille recherchant réellement la victoire, soit la victoire aux présidentielles, sinon l'émergence d'une forte alternative politique aux législatives, et au final une aide politique essentielle à l'affrontement social qui se produira ensuite.

« Pourrait », car ce n'est en rien garanti, c'est en fait compromis, cela en raison des orientations politiques et, indissociablement, des méthodes, non seulement de J.L. Mélenchon, mais du type d'organisation politique qu'il tente de construire en faisant fond sur ce capital politique qu'il risque ainsi de tromper ou de détruire.

On a à présent suffisamment de recul et de constats pour qu'il soit nécessaire d'être très clair, tant envers les nombreux militants qui ont décidé d'y « croire » et ne veulent pas entendre ce qui est, alors que cela crève les yeux - certains du coup, d'ailleurs, prennent soudain leur distance après avoir voulu ou fait mine d'y « croire », car il est douloureux de voir s'imposer ce que l'on a dénié-, qu'envers les camarades hors de France qui pensent avoir affaire à quelque chose qui ressemblerait un peu à Syriza (est-ce pourtant bien rassurant?), un peu à Podemos, voir un peu à Sanders.

Deux caractères politiques fondamentaux, dont on peut certes trouver des prémisses dans la campagne de 2012 mais qui n'étaient alors pas au premier plan, déterminent politiquement la campagne présente de J.L. Mélenchon. Il est nécessaire de les présenter brutalement pour bien situer le niveau politique réel des problèmes, car beaucoup de gens disent qu'en effet, J.L. Mélenchon a plein de défauts, qu'il est même despote et insupportable, etc., mais qu'il faut se résoudre à le soutenir politiquement maintenant. Ce n'est pas le problème. En fait, ces fameux défauts personnels pèsent peu, ou ne prennent de relief qu'en fonction des questions clefs d'orientation politique.

Alors, disons les choses : en politique étrangère, Mélenchon c'est Fillon, et en ce qui concerne le type de campagne et d'organisation politique qu'il promeut, nous avons affaire à quelque chose qui n'est ni Syriza, ni Podemos, ni Sanders, mais qui n'est rien d'autre qu'une machine de guerre contre toutes les traditions et les besoins démocratiques du mouvement ouvrier.

Ces deux questions jettent évidemment une ombre sur les éléments programmatiques susceptibles de fournir des points d'appui à la lutte du monde du travail et de la jeunesse, que l'on a bien entendu dans le programme du candidat, éléments par ailleurs tous hérités de sa campagne de 2012, qu'il s'agisse des positions sur des sujets sociaux, institutionnels ou environnementaux.

La politique étrangère est une question centrale.

En politique étrangère, Mélenchon, c'est Fillon. Il ne s'agit pas que de Poutine et de Bachar el Assad, au moment précis du massacre de la population d'Alep Est, et bientôt d'Iblid, traitée d'islamiste en accord avec leur propagande. Il s'agit aussi, dans une contradiction qui n'est qu'apparente, du maintien de l'Union Européenne et de la zone euro, de leur cadre politique et économique. Sans oublier une donnée déjà ancienne : l'appui à toute la présence impérialiste française en Afrique.

Au moment où la crise de l'impérialisme nord-américain s'étale ouvertement à la vue du monde entier, l'anti-américanisme et l'anti-atlantisme en soi n'ont strictement rien de subversif du point de vue de l'impérialisme français, envers lequel Mélenchon se présente comme un digne représentant putatif de ses intérêts bien compris, avec une incontestable crédibilité, qui fait de lui, au moment présent dans la situation géopolitique ouverte depuis le Brexit et Trump, à « gauche », non pas le candidat subversif d'une gauche de « transformation sociale » par opposition à une « gauche de gouvernement », mais le candidat de gauche dont les positions et les relations sont les plus conformes aux intérêts impérialistes du capitalisme français, symétriquement à la position prise, à droite, par François Fillon.

C'est là une donnée en partie nouvelle bien qu'elle résulte de racines anciennes et d'une évolution continue depuis 2012, scandée par les moments ukrainien, grec et syrien, mais qui, de même qu'a émergé maintenant la candidature Fillon, parvient à maturité maintenant. Il n'est pas question ici de « *Melenchon bashing* » et autres slogans visant à ne pas réfléchir quels que soient leurs fondements réels, mais de dures réalités politiques fondamentales. Dire qu'en politique étrangère, laquelle n'est pas un domaine accessoire mais constitue le socle de toute politique réelle, Mélenchon, c'est Fillon, n'est pas une formule rhétorique, mais une réalité décisive. Accessoirement, les louanges décernées au locataire du Vatican par J.L. Mélenchon peuvent assurer une convergence y compris sur ce sujet précis ...

« France insoumise » contre libre débat des tendances dans le mouvement ouvrier.

Politique étrangère et politique intérieure sont indissociables, par conséquent les contradictions entre les nombreux éléments réformistes de gauche ou conformes aux revendications des salariés, à commencer par l'abrogation de la loi El Khomri, ainsi qu'avec la contestation des institutions anti-démocratiques de la V^e République, élément structurant du capital politique de Mélenchon de 2012, ces contradictions vont s'exprimer.

Elles s'expriment en fait déjà par le biais du type d'organisation lancée par et pour la campagne présidentielle, la « *France insoumise* » qui revendique 150.000 adhérents sur internet. La « France insoumise » n'est pas, en tant que telle, une organisation politique : l'adhésion et l'acte électronique de soutien à la candidature de « *JLM2017* » sont une seule et même chose, la définition de la « FI » et de l'appartenance à la « FI » consiste dans le statut de supporter de Mélenchon, sans autre contenu politique réel, quels que soient les idées et propositions brassées ça et là.

Nous assistons du coup à la « radicalisation » de certains militants, qui sont fréquemment, le fait est frappant, anciens du PCF ou anciens de divers comités ayant existé à telle ou telle époque, qui nous expliquent maintenant que la dernière chance historique de sauver la France, le monde du travail et l'humanité, est là, parce que « *JLM* » peut l'emporter en 2017, ce qui a immédiatement pour effet, que ces militants soient personnellement gentils ou méchants, de les pousser à criminaliser toute critique, puisque la critique aura pour effet de faire rater le coche à l'événement messianique prévu pour le printemps 2017. On peut penser que bien des traits historiques du stalinisme, mais aussi de l'adulation mitterrandienne, revivent dans ces comportements et propos de plus en plus caricaturaux, que Jean-Luc Mélenchon, réfrénait en 2012, mais que *JLM2017* cultive maintenant.

Mais au delà de ces traits psychologiques et de ces héritages historiques, la « FI » est consciemment conçue comme une machine à détruire tout parti, tout courant, toute expression indépendante, y compris toute force indépendante qui soutiendrait J.L. Mélenchon pour ses raisons et intérêts propres. Absolument révélateur et accablant, à cet égard, est ce document, qui n'est pas le *Programme de la France insoumise*, lequel entend rassembler le « peuple », toutes classes confondues, contre la seule « oligarchie », mais reprend, ainsi qu'on l'a dit, de nombreuses revendications partagées et souvent héritées de la campagne de 2012. Ce n'est pas le programme, c'est en fait plus important : c'est le mode d'emploi. Le voici :

<https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/plp/pages/12349/attachments/original/1480266471/DocumentSupport.pdf?1480266471>

Il s'agit du « document support » pour l'organisation des réunions de circonscription qui doivent, dès maintenant, pré-désigner des candidats aux élections législatives qui suivront les présidentielles. Introduites par une vidéo, ces réunions, où les participants sont répartis par tableaux selon une méthode introduite en France en 2007 par *Désir d'avenir* de Ségolène Royal, sont invités à raconter leur vie, puis à entendre la lecture à haute voix du texte suivant :

http://www.jlm2017.fr/charter_legislatives

Ce texte est censé condenser le contenu politique de leur future campagne législative. Son point de départ consiste à affirmer que campagne législative et campagne présidentielle sont une seule et même chose. Pour un candidat qui affirme

vouloir faire de la future assemblée une constituante et sortir du régime présidentiel, voilà qui en dit long sur l'idée qu'il s'en fait : une constituante est pour lui constituée par les supporters du président. Ce ne serait donc pas une constituante (on comprend mieux pourquoi toute critique des constituantes octroyées par les Bonaparte de gauche Chavez et Morales est si vite dénoncée comme coup monté de la CIA!). D'ailleurs, le mot « **constituante** » est totalement absent de la « **charte des candidats** » : il leur est demandé, non d'avoir une ligne politique, mais une « éthique » dont la clef de voûte consiste dans le soutien à « JLM2017 ».

Le seul passage de cette charte des candidats de la « France insoumise » qui semble critiquer les pratiques institutionnelles actuelles est le suivant : il « *ne peut donc évidemment s'agir d'un groupe de député-e-s agissant selon leurs seuls choix personnels, ne rendant de compte à personne et ne respectant aucune discipline d'action collective. Nous refusons là aussi les tares de la 5^{ème} République.* » Refuser les « *tares de la V[°] République* » consiste donc pour un député, comme il est expliqué ensuite, à ne surtout pas être indiscipliné envers « le peuple » et son représentant suprême, « JLM » !

Après lecture de cette « charte », les participants aux « assemblées de circonscription » sont invités à la signer individuellement, après quoi les organisateurs invitent les non signataires à quitter la réunion, poliment, enfin on espère.

L' « assemblée » restante désigne une série de paires de candidats (titulaire-suppléant, des deux sexes), caractérisés non par leur orientation, leur histoire ou leur appartenance politique, mais par des identités sociales telles que « animateur de luttes sociales », « responsable associatif », etc., et ces binômes, incités à être les plus nombreux possibles (un « vivier ») seront soumis à un « *comité électoral national représentatif de ce qu'est la campagne de la France insoumise* », dont les modalités de désignation sont inconnues, et qui fera le tri pour nommer les candidats effectifs.

On aurait difficilement pu imaginer pire caricature de « démocratie directe » totalement manipulatoire et contrôlée d'en haut, dans la logique parfaite du lien direct entre « le peuple » et son Sauveur et donc entre les « insoumis » et la « France insoumise », incarnée d'une part par ces atomes individuels rassemblés autour d'une icône, d'autre part par le chef supérieur. On peut, ceci dit, concevoir que localement des groupes font ce qu'ils veulent et ne respectent pas ces procédures de secte charismatique, au risque d'ailleurs de se faire « recadrer », mais cela ne change rien au problème : ils peuvent en effet faire leur cuisine du moment que le cadre général, parfaitement bonapartiste, n'est pas mis en cause. Il faut bien mesurer la portée de ces méthodes : tout en recyclant les traditions du stalinisme elle s'apparentent aux procédures de mouvements bourgeois, tel *En marche* de Macron.

Il faut d'ailleurs mettre en regard ces méthodes et la place effective de la constituante dans le programme de la « France insoumise ». Une constituante, c'est une assemblée souveraine. Pour qu'elle le soit véritablement, elle ne peut qu'être assise sur la mobilisation populaire et un début de destruction de l'armature militaro-bureaucratique de l'État. Aucune constituante octroyée par un président n'a jamais ni accouché de la démocratie, ni même remplacé celui-ci. Mais la constituante envisagée par la « France insoumise » ne serait pas l'assemblée élue. Elle n'aurait aucun pouvoir législatif. Selon certains interventions de responsables de la « France insoumise », elle serait ... tirée au sort en tout ou en partie. Bref, cette constituante ne doit pas en être une. C'est logique : une orientation bonapartiste ne peut l'être que de bout en bout.

Cet espèce de « RPF plus internet » est conçu comme une machine de guerre contre le libre débat des courants et des tendances, en utilisant le repoussoir que sont devenus les vieux partis qui, justement, n'avaient plus forcément de véritables courants et de véritables tendances.

Finir de liquider les partis issus du mouvement ouvrier.

Alors qu'en 2012 la campagne J.L. Mélenchon reposait explicitement sur plusieurs partis politiques et forces organisées, ainsi que sur des comités locaux pluralistes, et avait même fait surgir à la surface l'existence évidente de plusieurs tendances dans le PCF, en 2016 elle fait écho à une tendance à la liquidation du mouvement ouvrier politique, de l'héritage politique organisé du mouvement ouvrier, non seulement dans les aspects bureaucratiques qui l'ont rongé, mais en jetant l'enfant avec l'eau du bain.

PCF.

La résistance de l'appareil du PCF à la dynamique de la campagne Mélenchon de 2012 et les nombreux problèmes survenus, liés en fait au refus d'affronter l'exécutif Hollande-Ayrault puis Hollande-Valls, ne doivent pas être confondus avec la forte résistance de la base du PCF au soutien à la candidature Mélenchon, qui a très largement exprimé un refus démocratique, au delà des confusions dans son expression, de se voir « aligné » par la machine de guerre anti-partis et anti-courants qui tente de se mettre en place.

S'imaginer qu'on a eu un mouvement de la « base » pro-Mélenchon renversant la volonté de « l'appareil » est en l'occurrence un conte de fée. Les sommets de l'appareil, par la voix de Paul Laurent, en sont arrivés à chercher à combiner le rôle de flanc-garde de l'actuel gouvernement avec le soutien à la candidature Mélenchon.

Dans ces conditions, aussi bien des votes pour le soutien à cette candidature que contre elle, dans la plus grande ambiguïté, ont été des votes traduisant la « volonté de

la base ». Le PCF s'est placé dans une situation où aussi bien son soutien que son non-soutien ne peuvent pas avoir un grand impact.

Ironiquement, les quelques pour cents qui dans le PCF ont fait la différence existent en grande partie par le choix pro-JLM de courants dits « archéos », nostalgiques de Marchais, voire de Thorez, voire de Staline, qui avaient justement été anti-Mélenchon en 2012, notamment le PRCF, expliquant que la phrase de JLM « *l'UE on la change ou on la quitte* » traduit un grand bond en avant ...

Ce qui est donc réellement frappant dans cette situation est un vote partagé traduisant le désir des militants d'avancer vers une issue politique tout en doutant à fond du choix proposé. C'est là l'état d'esprit dominant bien au delà du PCF : en dehors de quelques « insoumis » en proie à une exaltation qu'on leur souhaite temporaire (on les aidera quand ils seront en phase de descente ...), on n'observe absolument pas l'espoir et l'enthousiasme sincères que l'on avait connu à partir de l'automne 2011, mais une sorte de résignation inquiète et un soutien faute de mieux.

Le PS et ses primaires.

Le PS aussi ... Assurément, il y a beaucoup à reprocher au PS, mais désigner toujours « le PS » aboutit à nier toute contradiction en son sein, et surtout dans sa base sociale et électorale, envers la politique de l'exécutif et du gouvernement. Le PS est présentement confronté à une offensive finale de destruction venue du gouvernement, et son existence malgré tout a été la contradiction finale qui a interdit la candidature destructrice du président. Elle s'est manifestée par des primaires conçues comme devant noyer le PS, mais qui ont contradictoirement été la dernière expression de son existence, ou plutôt de l'existence d'une base sociale et électorale qui a elle aussi manifesté contre la loi El Khomri, et qui n'a pas plus de responsabilité dans la politique antisociale de Hollande et de Valls que celle définie comme « à gauche du PS ». Il est objectivement impossible de prétendre que l'une serait « plus » ou « moins » « à gauche » que l'autre : on est là dans l'idéologie pure.

La question centrale sous Hollande et Valls n'était pas de détruire ou de punir « le PS » mais de battre et de défaire l'exécutif. Bien entendu, un tel combat ne laisserait pas « le PS » tel qu'il est, mais unirait l'essentiel de sa base, ou de son ancienne base, sociale.

Maintenant que Hollande s'est retiré, J.C. Cambadélis fait tout pour que le moins de monde possible s'y rende. C'est en effet la condition pour assurer une éventuelle investiture de Manuel Valls tout en réduisant la primaire à un champ clos Valls-Montebourg. Une autre mesure corollaire serait l'interdiction de la candidature de Gérard Filoche aux primaires, puni pour avoir été « le » socialiste connu en tête de

toutes les manifestations contre la loi El Khomri. Exclure Filoche et minimiser le nombre de participants en annonçant que les membres des partis situés à la gauche du PS pourraient ne pas être les bienvenus, tout cela vise à assurer l'éventuelle investiture de Valls.

Sur chacun de ces points, la « France insoumise » et la direction du PS sont d'accord : les primaires du PS doivent réunir le moins de monde possible, elles n'ont pas d'autre vocation que d'investir le substitut de Hollande (on nous disait encore il y a trois jours qu'elles n'ont d'autre vocation que d'investir Hollande alors qu'elles l'en ont empêché !), et G. Filoche doit être soit désigné comme l'homme à abattre, soit traité comme celui dont on doit autant que possible taire l'existence -alors que si l'on n'est pas membre du PS mais de tel ou tel groupuscule pro-gouvernemental, on n'a pas besoin de quotas d'élus signataires pour s'y présenter !

En dehors de surprises directes de la lutte des classes ou de la situation internationale, **il doit être dit clairement que la quatrième surprise possible**, perturbant le cours choisi par tous les grands éléphants pour les présidentielles, après le mouvement contre la loi El Khomri, le dénouement non programmé au départ des primaires de la droite, et la renonciation de F.Hollande, serait maintenant une primaire du PS massive avec une défaite de l'éventuel candidat Valls et un score surprise de G. Filoche.

Tel brave militant « insoumis » va ici pousser un hurlement et dire « voilà le pot aux roses, tout ce Mélenchon-bashing visait à rabattre en faveur des *socialos* ». Tu es brave, camarade, nous comprenons que, cherchant à te convaincre de ce que la seule chance de salut pour le cosmos se joue sur « JLM2017 », l'ennemi principal devient pour toi ce qui est censé ne pas exister dans ta vision du monde, alors que, sans eux, les manifestations contre la loi El Khomri n'auraient pas été aussi massives : les « *socialos* » ou ex-*socialos* orphelins anti-gouvernementaux, ceux sans lesquels même « JLM2017 » ne peut justement pas être en tête de la gauche au premier tour, comme tu le souhaites, s'ils sont repoussés et amalgamés à Valls ...

Aussi bien une envolée du vote Mélenchon qu'une contraction du vote JLM peuvent encore se produire, son orientation ne permettant en rien la consolidation des gains effectués.

On ne saurait exclure à ce stade de voter Jean-Luc Mélenchon, mais pas non plus s'y engager. **S'y engager maintenant revient à se lier les mains envers son orientation et ses méthodes.** Au final, s'il faut lui assurer le score le plus élevé possible, ceux qui y contribueront avec le plus d'efficacité ne sont pas les disciples aveugles et les thuriféraires hallucinés, mais les militants usant de leur raison et de leur esprit critique. **S'il le faut, sans états d'âme, nous le ferons, et d'autant mieux que nous aurons**

préservé l'indépendance politique et la liberté de pensée et d'organisation sans lesquelles il n'est pas de mouvement ouvrier, pas de combat révolutionnaire pour la liberté.

Dans l'immédiat, si la primaire du PS débouche sur une candidature non gouvernementale, même si elle est le fait d'anciens du gouvernement impliqués dans le bilan-catastrophe du quinquennat, la question se posera de fait de l'unité pour éviter un second tour Fillon-Le Pen - précisons qu'il s'agit là de la question de lutte pour le front unique, dans l'indépendance envers le gouvernement (c'est pourquoi celà est impossible avec Valls), et non de « réalisation de l'unité de la gauche », pour parler pour le coup comme G. Filoche. Rien n'est donc écrit d'avance.

Le 04-12-2016

Après la renonciation de Hollande : The game is open.

C'était un article non écrit de la constitution de la V^e République : De Gaulle, Mitterrand et Chirac avaient été réélus pour leur second mandat, Giscard et Sarkozy ont été battus, un seul ne l'avait pas tenté puisqu'il était mort avant, Pompidou. François Hollande, par ce qui fut probablement son meilleur discours du quinquennat, vient de déchirer cet article. Il l'a fait tout en présentant les objectifs de M. Fillon et de Mme Le Pen comme visant à détruire notre « modèle social », alors que c'est sa politique consciemment et sciemment menée qui leur a mis le pied à l'étrier.

Cette renonciation est une victoire démocratique, car le président Hollande a perdu toute légitimité non pour des raisons personnelles (les traits de personnalité, à ce niveau, reflètent les logiques institutionnelles et politiques, et non l'inverse), mais parce que, élu en 2012 contre Sarkozy, certes pas pour en finir avec le capitalisme mais avec l'espoir qu'il arrêterait ou ralentirait les attaques contre les droits sociaux, les droits démocratiques et la culture, il les a intensifiés. Il a déclaré avoir commis une erreur, celle concernant la double nationalité, sans présenter celle-ci comme une « erreur » de fond, comme l'atteinte aux principes démocratiques fondamentaux qu'elle était, mais comme une erreur d'appréciation tactique. Mais c'est bien dans l'année qui a suivi les crimes islamistes de masse du 13 novembre 2015, l'année de l'état d'urgence et de la loi El Khomri, que le cœur, le socle, la base, la masse du monde du travail et de la jeunesse se sont frontalement opposés à lui, à son gouvernement, à son régime.

Sa non candidature vient de cet affrontement. Les développements de la crise du régime dans les tous derniers jours ont déterminé cette impossibilité. Le président de l'Assemblée, M. Bartolone, a appelé à ce que le premier ministre se présente à la

primaire dite socialiste au besoin contre le président, et le ministre de l'Agriculture et porte-parole du gouvernement, Stéphane Le Foll, appelait de fait le président à se présenter en dehors de la primaire. Hollande et Valls avaient théoriquement signé un traité de paix lundi dernier, Valls répétant quatre fois - quatre fois ! - à l'Assemblée qu' « il n'y a pas de crise institutionnelle », confirmant donc qu'il y en a une. J.C. Cambadélis en arrivait à se trouver malgré lui en posture d'arbitre de l'exécutif plus bicéphale que jamais en affirmant que primaires il y aurait avec une seule des deux têtes candidates. La mise en œuvre de la logique du régime par F. Hollande aurait voulu qu'il viole la primaire, inaugurant sa campagne par la mise à mort finale du Parti socialiste : ceci aurait fini par un score à un chiffre achevant non seulement de le liquider politiquement, mais d'essorer cette « fonction présidentielle » que tous les « grands candidats » veulent rétablir dans sa plénitude.

Les rapports sociaux résultant des affrontements de l'année 2016 ont ainsi annulé la candidature du président de la V^e République. L'existence même de la primaire dite de la « Belle Alliance Populaire », de fait primaire du PS, a été l'embûche témoignant de la crise du régime et mettant en œuvre, avant même d'avoir eu lieu, cet empêchement.

Or, ce n'est pas à proprement parler un vide politique que laisse béant la non candidature du président. Il y a résorption, destruction de la ligne politique qu'il a représentée, en raison de la politique capitaliste et antisociale qu'il a menée. Un tel affaissement de légitimité de la tête de l'exécutif affecte la tête n° 2 et candidat putatif de substitution qu'est Manuel Valls. Dans ces conditions, défaire cet éventuel candidat, et imposer le droit à candidature de Gérard Filoche à cette primaire pour laquelle, si on est membre du Parti socialiste, le parrainage d'un nombre d'élus est exigé, constituent un enjeu social et démocratique.

Non, décidément, la campagne ne se déroule pas comme prévu. Il était prévu depuis début 2016 qu'elle se déroule sans encombre. La poussée de grèves et de manifestations contre la loi El Khomri a bousculé la situation, attestant de ce que larges couches n'attendent pas le changement des institutions existantes. Forte de la résistance de l'exécutif Hollande-Valls à ce mouvement de fond, la droite a amorcé, sous l'égide de Donald Trump et de Vladimir Poutine, sa recomposition autour de F. Fillon, seconde surprise par rapport au scenario « prévu ». Dans l'ordre institutionnel de la façon dont les choses « doivent se passer », ainsi que l'avait exigé J.L. Mélenchon, le président aurait dû se présenter. Il ne le peut. Troisième « accident ». Et ce ne sera pas le dernier. **Le scenario n'est pas écrit : les humains feront leur propre histoire, même en 2017.**

Le 01-12-2016 à 22h.